

[Texte]

• 1015

Mr. Wise: In response to Mr. Corbin's question, and I appreciate his interest in the very critical situation that exists in Atlantic Canada as it relates to the potato crop. It is not a unique situation; it might be more accurate to describe it as an annual situation. He mentions a Royal commission, or a Royal inquiry. I am not so sure whether we have time to take that action. I would like to be in a position to move forward more rapidly than that, and indeed, I think the desire and the goodwill is—and I hope the timing is right—that we can move forward with federal leadership, and with the support of the provinces, to establish some effective system of marketing that crop in Atlantic Canada. I think the time is right and we are doing everything possible, at the federal level, to move in that direction. Throughout the summer I have had meetings with industry people and meetings with my provincial counterparts, and indeed, again, on Monday, I am meeting two ministers of agriculture from Atlantic Canada. I have been able to rearrange my schedule, and I believe that a meeting has been established for December 19, involving all the provincial ministers of agriculture in Atlantic Canada.

Potatoes there are selling for a ridiculously low level—way below the cost of production at about 1.9 cents to 2 cents a pound. No one can remain in business under a situation of that kind. I have been looking at it—and these are only ballpark figures—but if we are looking at payments under the Agricultural Stabilization Act, to potatoes for the 1978 crop, we would be looking at a payment in the neighbourhood of \$8 million to \$10 million. If we look at the possibility of a diversion program for the 1979 crop, we would be looking at another \$12 million to \$14 million, that totals a tremendous amount of money. If we are able to move in that direction . . .

Mr. Whelan: Does that include Quebec and Ontario?

Mr. Wise: In response to the former Minister's question, it would as it relates to the stabilization aspect of it but not to the diversion proposal that more than likely will be placed on our desk at any time, but we want to move forward into a new marketing system for potatoes in the Maritimes.

Mr. Corbin: Mr. Minister, you are not addressing yourself to the specific question. That may be fine for this year but the malady is more fundamental, it is deeper rooted. I think the time has come for an over-all examination of the industry as a whole. Do not make the mistake of taking it on a year-by-year basis or a sector-by-sector basis.

I appreciate your concern and your effort, and I will give you credit for your effort, in attempting to cure this problem, but I would like to caution you that your efforts may be too limited to root out the evil that is plaguing the potato industry.

Mr. Wise: I certainly welcome the member's supplementary question because he is absolutely correct and that is exactly the position that we have taken. That is why I described it as not a unique situation but rather an annual situation. We do not want to follow the course of the previous government. We

[Traduction]

M. Wise: Je vais répondre à la question de M. Corbin, car je sais quel intérêt il porte à cette grave situation qui touche la culture de pommes de terre dans la région atlantique du Canada. Ce n'est pas la première fois qu'elle se produit, cependant, car elle a l'air de revenir chaque année. M. Corbin parle d'une commission royale d'enquête. Je ne sais pas si nous avons le temps d'en créer une. Je voudrais bien être en mesure d'agir beaucoup plus rapidement. L'intention et le bon vouloir sont là; les circonstances s'y prêtent. Nous espérons pouvoir faire preuve de leadership à l'échelon fédéral et, avec l'appui des provinces, établir un système efficace de commercialisation pour cette récolte de la région atlantique du Canada. Le moment est favorable, et nous faisons tout notre possible, à l'échelon fédéral, pour en arriver là. Tout au cours de l'été, j'ai rencontré les représentants du secteur, mes homologues provinciaux; lundi, justement, je dois avoir de nouveau deux ministres de l'Agriculture de la région atlantique du Canada. J'ai dû refaire mon programme de façon à ce qu'une réunion puisse avoir lieu au début de décembre avec tous les ministres provinciaux d'agriculture de cette région.

Les pommes de terres s'y vendent à un prix ridiculement bas, bien en deçà du prix de revient, soit 1.9 c. ou 2 c. la livre. Personne ne peut survivre de cette façon-là. J'ai examiné les chiffres, ils sont approximatifs, en raison du paiement aux termes de la loi sur la stabilisation des prix agricoles. Pour la récolte des pommes de terre de 1978, les paiements pourraient se chiffrer à \$8 ou \$10 millions. Dans la possibilité d'un programme de distraction pour la récolte 1979, le montant supplémentaire pourrait atteindre \$12 à \$14 millions. Cela fait beaucoup d'argent. Si nous nous engageons dans cette voie . . .

M. Whelan: Ces chiffres comprennent-ils le Québec et l'Ontario?

M. Wise: Je signale à l'ancien ministre que c'est le cas pour les paiements de stabilisation mais non pas pour le programme proposé de distraction qui doit m'être soumis d'un moment à l'autre. Nous voulons de toute façon établir un nouveau système de commercialisation pour les pommes de terre dans les provinces maritimes.

M. Corbin: Vous ne répondez pas à la question précise que je vous ai posée, monsieur le ministre. C'est très bien pour cette année, mais la maladie est enracinée. Je pense que le moment est venu d'examiner en profondeur l'ensemble du secteur. Ne commettez pas l'erreur d'y aller année par année, secteur après secteur.

Je sais que vous êtes préoccupé par cette situation et que vous faites quelque chose. Je vous suis reconnaissant de vos efforts en vue de remédier à ce problème. Je vous rappelle seulement qu'il pourrait ne pas suffire pour débarrasser l'industrie des pommes de terre de tous les maux qui l'affligent.

M. Wise: J'apprécie la question supplémentaire du député. Ce qu'il dit est juste et rejoint notre propre démarche. J'ai dit tout à l'heure que ce n'était pas la première fois que la situation se produisait, qu'elle revenait chaque année. Nous ne voulons pas procéder de la même façon que l'ancien gouverne-